

CHAPITRE XIII

LA FRANCE AU 31 DÉCEMBRE 1870

Le siège de Thionville. — Le siège de Phalsbourg. — L'armée de Garibaldi. — Combat de Châtillon-sur-Seine. — Combats sous Dijon. — Le général Cremer. — Combat de Châteauneuf (Côte-d'Or). — Bataille de Nuits. — La légion des mobilisés du Rhône. — Lyon après la bataille de Nuits : assassinat du commandant Arnaud. — Activité de Gambetta. — Le siège de Paris : période d'inaction. — Les vivres diminuent. — Panique dans la population — Déclarations rassurantes du gouvernement. — Reconstitution des armées de Paris. — Seconde affaire du Bourget (21 décembre). — Héroïsme des marins. — L'intensité du froid arrête les opérations. — Surprise de la Ville-Evrard : mort du général Blaise. — Le général Clément Thomas et les gardes nationaux indisciplinés. — Bombardement des forts de l'Est et du plateau d'Avron. — L'artillerie de la garde nationale. — Evacuation du plateau d'Avron. — Les derniers jours de l'année. — Le premier janvier à Bordeaux. — Discours de Gambetta. — DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES.

Aux espérances si durement brisées qui avaient fait tressaillir la France pendant les premiers jours de décembre succédèrent, durant ce sombre mois, les déceptions et les épreuves les plus amères. Partout, on peut le dire, le sang coula, et partout la patrie française fut frappée et blessée. On a vu, par le rapport de M. de Chaudordy, combien l'invasion s'était faite lourde et douloureuse. Au nord, dans l'est, dans le centre, dans les forêts des Vosges et sur les bords de la Loire, la guerre s'exacerbait avec un redoublement de cruauté. La Normandie était occupée et la Bretagne menacée. L'Alsace ne résistait plus qu'avec Phalsbourg qui allait succomber, Belfort qui semblait invincible, Bitche qui devait demeurer invaincue. Thionville, bombardée, avait amené son pavillon depuis le 24 novembre.

Comme Verdun, après une vive résistance, elle était contrainte à la chute par la capitulation de Metz. Jusqu'au 13 novembre, la place qui, onze mois durant avec Wimpfen, s'était défendue jadis contre l'Autrichien, avait tenu en respect et même à distance le corps assiégeant. Mais, une fois Metz rendue, la 14^e division du 7^e corps d'armée allemand, sous les ordres du général von Kamecke, investissait étroitement Thionville et, après avoir en trois jours établi seize batteries (85 canons), occupé les villages environnants et fait quelques rapides travaux d'approche, commençait impétueusement un de ces bombardements farouches, que les Prussiens se vantent d'avoir remis en usage. Vainement le commandant de place, M. Turnier, colonel de l'état-major des places, avait demandé à M. von Kamecke de laisser les

enfants et les femmes quitter la ville. Comme toujours, la réponse avait été que la présence des enfants et des femmes hâterait la capitulation. Le bombardement dura deux jours. Puis, dans la nuit du 24 au 25 novembre, Thionville se rendit. Les Prussiens y trouvèrent 200 canons et 4,000 prisonniers.

Les habitants de Thionville, en entendant retentir sur le pavé de leurs rues le talon lourd des soldats allemands, se rappelaient les heures où ils attendaient anxieusement l'arrivée de l'armée de Bazaine, la délivrance, le salut. Maintenant au sommet de leurs monuments, ils allaient voir flotter ce sombre drapeau blanc et noir, qui restera sur la citadelle lorraine jusqu'au jour où une main française y replacera les trois couleurs.

Phalsbourg, qui devait succomber le 12 décembre, avait tenu dix-sept semaines (1). La fière petite ville ne se rendit que lorsqu'elle n'eut plus de vivres. Le brave soldat qui commandait la place pouvait affirmer qu'il n'avait pas capitulé ; ni le blocus ni le bombardement n'avaient intimidé la faible garnison et les habitants. Cinquante-sept maisons avaient été détruites. Les Phalsbourgeois, habitués aux bombes, eussent résisté s'ils avaient eu du pain.

(1) Au 4^e novembre, l'investissement continuait sans grande activité.

Les Prussiens n'avaient que des pièces de 6, qui, suffisantes pour incendier la ville, étaient impuissantes contre les remparts.

La garnison, composée de 1,500 mobiles, n'avait plus à manger que du pain. Le sel même commençait à lui manquer. Mais une contrebande fort bien organisée ravitaillait tant bien que mal la vaillante petite place.



LE SIÈGE DE PARIS. — Combat du Bourget, le 22 décembre 1870.

« Les journaux français ont répété, écrivait alors le commandant de place, ils ont affirmé, d'après des journaux étrangers, que Phalsbourg avait capitulé. Phalsbourg n'a pas capitulé.

« Après avoir repoussé deux attaques de vive force, subi quatre bombardements, et lorsque nous avons vu que les vivres allaient nous manquer absolument, nous avons noyé nos poudres, brisé les 41,000 fusils qui se trouvaient entre les mains de nos soldats et à l'arsenal, encloué nos 63 canons et scié nos affûts.

« Le jour où le pain a manqué, nous avons ouvert nos portes, en avertissant les Prussiens que nous avions détruit tout notre matériel de guerre et que nous ne demandions rien.

« Ce n'est certes pas là une capitulation.

« Le colonel commandant la place
de Phalsbourg,

« TAILLANT. »

Le roi de Prusse, pour honorer la garnison dont la résistance avait été virile, permit aux officiers de garder leurs épées.

Cependant, à cette même heure, Montmédy et d'autres places encore, dont nous raconterons les efforts dans notre chapitre consacré à l'armée du Nord, faisaient bonne contenance devant l'ennemi qui les assiégeait. Du côté des Vosges, presque chaque jour voyait un combat entre les Allemands et les Français. Garibaldi, dont les opérations militaires méritent une place à part, combattait avec acharnement entre Autun et Dijon. Cette dernière ville, tombée au pouvoir des Prussiens en octobre, leur était déjà disputée par les Garibaldiens. Le 19 novembre, le fils de Garibaldi, Ricciotti Garibaldi, avait surpris les Prussiens qui, au nombre de mille environ, occupaient Châtillon-sur-Seine, dans la Côte-d'Or. L'ennemi, rejeté hors de la ville, perdait 120 hommes et laissait 167 prisonniers. Il fit bientôt, revenant en force, payer cet exploit de Ricciotti aux habitants, dont il mit les demeures au pillage. Le 26 novembre, les Garibaldiens, essayant de reprendre Dijon, s'avançaient un moment jusqu'à la place Darcy; l'artillerie allemande les repoussait. Quelques jours plus tard, à Châteauneuf (Côte-d'Or), l'ancien aide de camp du général Clinchant, M. Cremer, nommé général, surprenait, le 3 décembre, une colonne prussienne qu'il eût pu, certes, entourer et écraser avec plus de décision et en suivant un plan très sage qu'il avait repoussé avec ironie (1). A Châteauneuf, la 1^{re} légion mobilisée du Rhône se distingua par sa tenue et sa martiale vigueur. Les grenadiers badois et les dragons du général Keller,

(1) Voy. *Historique de la 1^{re} légion du Rhône*, par un officier supérieur (Lyon, 1871)

au nombre de près de 7,000 hommes, appuyés par trois batteries d'artillerie, furent repoussés par nos jeunes troupes. Le lendemain de ce brillant combat en Bourgogne, Rouen se rendait aux Allemands. Les troupes du général Briand, qui la gardaient, se retiraient sur le Havre. Dieppe allait être occupée bientôt par Manteuffel.

Les opérations du général Cremer et de Garibaldi étaient en somme heureuses, et l'ennemi redoutait assez la petite armée qui venait, à Autun et à Châteauneuf, de lui prouver sa force. Cremer, posté maintenant à Nuits, dans une position qui eût pu devenir formidable si ce jeune général eût pris soin d'occuper les véritables points défensifs, comme la Chaux et Conœur, Cremer, peu préoccupé de se protéger, discutant des plans de campagne « en plein café » (Voy. *l'Historique de la 1^{re} légion du Rhône*), fut attaqué sans qu'il se trouvât en mesure de résister victorieusement devant Nuits. Les forces dont il pouvait disposer étaient disproportionnées avec celles que mettait en ligne l'ennemi. Les légions du Rhône, un bataillon de la Gironde, le 32^e de marche, 12,000 hommes en tout, avec 24 bouches à feu, allaient tenir contre les 25,000 hommes et les 60 canons du général Werder. Le soir du 17 décembre, le colonel Bourras, venu à Nuits, avait offert ses soldats au général Cremer, qui lui donna l'assurance de pouvoir se suffire avec les troupes dont il disposait.

Le combat fut rude devant Nuits. Ce ne fut que devant le nombre et comme sous le poids de l'ennemi qu'on abandonna le terrain. Le 32^e de marche lutta en désespéré et les légions du Rhône se mesurèrent corps à corps avec l'ennemi dans les tranchées du chemin de fer. A trois heures et demie les munitions étaient épuisées et le commandant Clot, qui avait pris le commandement de la 4^{re} légion vers deux heures, au moment où tombait mortellement frappé le colonel Celler, demandait vainement au général Cremer, — resté en ville, — les caissons de cartouches en réserve au parc d'artillerie. Les cartouches n'arrivant pas, on battit en retraite. La nuit était venue; les obus allemands tombaient déjà sur la ville. Mais, si nous perdions Nuits, le plateau de Chaux, vainement attaqué par les ennemis, nous restait et nous assurait la liberté de la retraite, soit sur Beaune, soit sur Autun. Du côté de ce plateau, toutes les attaques de l'ennemi avaient été victorieusement repoussées. A huit heures du soir, le général Cremer n'en donna pas moins l'ordre d'abandonner cette magnifique position.

La bataille de Nuits nous coûtait 4,200 hommes environ, dit M. Freycinet, mais l'historien de la 1^{re} légion de mobilisés du Rhône porte à 4,200 pour sa légion seule le total des pertes. On évalue

à 4,000 le nombre des Allemands mis hors de combat, et, parmi les nombreux officiers blessés, on citait le général von Glümer et le prince Guillaume de Bade. Le général de Werder parle, dans sa dépêche, de la *bravoure extraordinaire* de ses Badois. Nos soldats avaient, un contre deux, lutté avec au moins autant de courage. Les mobiles de la Gironde, commandés par M. de Carayon-Latour, s'étaient, comme les Lyonnais, battus avec une intrépidité rare.

L'affaire de Nuits eut à Lyon un retentissement terrible. Le bruit se répandit dans la rude et laborieuse cité que les légions lyonnaises avaient été littéralement massacrées dans le combat du 18 décembre. Au club Valentino, à la Croix-Rousse, un orateur affirmait, le lendemain, que les mobiles lyonnais avaient été écrasés « sous les yeux de la troupe qui les a laissés massacrer ». Le soupçon éternel de trahison passa dans ces esprits faciles à l'entraînement, prompts à la fièvre, comme tous ceux qui souffrent. Des meneurs, exaltant le sentiment de la foule, poussèrent aussitôt à un soulèvement immédiat. Le tocsin fut sonné et on résolut de chasser de l'Hôtel de ville le préfet, M. Challemeil-Lacour, et d'y installer la Commune révolutionnaire. Un républicain vaillant, chef d'atelier estimé, un citoyen que l'empire honorait de sa haine, le digne commandant du 12^e bataillon de la garde nationale, Antoine Arnaud, refusant d'entrer dans la salle Valentino où se préparait la manifestation et le coup de main contre l'Hôtel de ville, fut lué, arrêté et traîné par des lâches armés et des femmes qui lui crachaient au visage jusque dans la salle où un simulacre de jugement condamna à mort ce patriote qu'on mena jusqu'au Clos Jouve, tenu au collet par Deloche et suivi par des femmes dont l'une portait un drapeau rouge, l'autre un drapeau noir. Arrivé à l'endroit où il devait mourir, Arnaud ôta sa tunique déchirée, son gilet, découvrit sa poitrine, et, faisant face au peloton de ses bourreaux : « Accomplissez votre mission, dit-il en jetant son képi en l'air, et vive la République ! » Il cria encore trois fois : « Vive la République ! » puis fut frappé de plusieurs balles. Il ne tomba qu'au troisième coup la face contre terre et se débattant dans une agonie qui faisait crier à la foule : « Achevez-le ! » et à quelques-uns : « Grâce ! grâce ! »

Il y avait là des milliers de personnes, des femmes, des mères. Arnaud ne fut point sauvé. Il mourut fusillé, assassiné. La ville de Lyon se sentit atteinte par les balles qui avaient tué cet honnête homme. Durant l'enterrement civil du commandant Arnaud, le drapeau noir fut hissé sur l'Hôtel de ville. La garde nationale de Lyon et des détachements de troupes suivaient le cercueil où l'on pouvait voir les insignes de compagnon ferrandi-

nier joints aux insignes maçonniques. Les trois enfants d'Antoine Arnaud furent adoptés par la cité de Lyon. M. Gambetta, qui revenait d'inspecter l'armée de Bourbaki, assista aux funérailles de ce patriote victime d'une indigne furie.

Gambetta déployait alors une activité singulière que les partis les plus divers lui ont reprochée depuis. Les esprits extrêmes ne lui ont point pardonné sa juste rigueur contre les excès; les rétrogrades lui ont fait un crime de ses sévérités contre les généraux irrésolus. M. Félix Pyat devait attaquer en lui le ministère de l'intérieur, M. d'Aurelle de Paladines devait blâmer en lui le ministre de la guerre. Gambetta procédait en effet par mesures graves.

Le général Kersalaün était destitué (27 novembre) pour avoir abandonné Évreux que les Prussiens avaient occupé le 19 après une courte canonnade. La démission de MM. de Kératry et Carré-Kérisouët était acceptée; le général Gougearf prenait le commandement de l'armée de Bretagne.

En même temps treize camps d'instruction, créés par un décret de la délégation du gouvernement de la défense nationale, en date du 26 novembre 1870, étaient organisés à Saint-Omer, Sathonay, Pas-des-Lanciers, Montpellier, Toulouse, La Rochelle, Bordeaux, Merers, Clermont-Ferrand, Cherbourg ou Sortosville, Conlie (près du Mans), en Bretagne et au Havre. Tous ne devaient point servir, et quelques-uns d'ailleurs étaient mal situés, entre autres le camp de Conlie, qui ne devait être qu'un lac de boue. Mais ces créations témoignaient d'une véritable et fébrile activité. A ce moment, Gambetta poussait l'illusion jusqu'à télégraphier de Bourges, où se reformait cette armée de Bourbaki dont il allait lancer bientôt sur l'est les cent mille hommes : « L'armée de la Loire est loin d'être anéantie, elle est séparée en deux armées d'égale force.

« Le mouvement de retraite des Prussiens s'est accentué. Ils paraissent las de la guerre. Si nous pouvons durer, et nous le pouvons si nous le voulons énergiquement, nous triompherons d'eux. Ils ont déjà éprouvé des pertes énormes, suivant des rapports qui m'ont été faits; ils se ravitaillent difficilement. Mais il faut se résigner aux suprêmes sacrifices, ne pas se lamenter et lutter jusqu'à la mort.

« A l'intérieur, l'ordre le plus admirable règne partout.

« Le gouvernement de la défense nationale est partout respecté et obéi. »

Tandis qu'en province l'invasion, malgré ces rassurantes dépêches, faisait des progrès quotidiens, dans Paris la situation devenait, pour les assiégés, de plus en plus grave. Chaque jour voyait diminuer les ressources dont pouvait disposer la défense. A la tentative de sortie du côté de la Marne